

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE. NOUVELLE DÉGRADATION DE LA SITUATION DES DROITS HUMAINS

COMMUNICATION D'AMNESTY INTERNATIONAL POUR LA 45^E SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, JANVIER-FÉVRIER 2024 (ANNEXE 2 EN ANGLAIS)

RÉSUMÉ

La présente communication a été préparée en vue de l'examen périodique universel (EPU) de la République populaire de Chine (ci-après « la Chine »), qui se tiendra en janvier-février 2024. Amnesty International y évalue la mise en œuvre des recommandations faites à la Chine lors de son précédent EPU, notamment en ce qui concerne le recours à la peine de mort, les minorités ethniques, la discrimination et la ratification des traités internationaux.

Elle y analyse également le cadre national des droits humains en ce qui concerne la ratification du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), la coopération avec les mécanismes des Nations unies pour la protection des droits humains, les crimes contre l'humanité dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang (ci-après « le Xinjiang ») et les poursuites pour atteinte à la sécurité nationale et sédition dans la région administrative spéciale de Hong Kong (ci-après « Hong Kong »).

Pour ce qui est de la situation des droits humains sur le terrain, Amnesty International exprime ses préoccupations au sujet des défenseur-e-s des droits humains, des atteintes à la liberté d'expression, de la détention arbitraire, de la torture et autres mauvais traitements, des procès iniques et des obligations extraterritoriales. Le document se termine par une série de recommandations à l'intention de la Chine qui, si elles étaient mises en œuvre, contribueraient à améliorer la situation des droits humains dans le pays.

LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Lors de son troisième EPU, en 2018, le gouvernement de la Chine a reçu 346 recommandations de 137 États ; elle en a accepté 284¹. Les autorités chinoises ont fait des progrès sur certains des points concernés, mais pas sur d'autres et elles ont même reculé concernant plusieurs recommandations.

La peine de mort

2. La Chine n'a accepté aucune recommandation au sujet du recours à la peine de mort. Le gouvernement continue de classer les statistiques sur les exécutions et la peine de mort « secret d'État », mais on estime que des milliers de personnes ont été exécutées tous les ans depuis le dernier examen². La peine capitale est toujours applicable pour 46 infractions, dont des infractions n'entraînant pas la mort qui ne relèvent pas de la catégorie des « crimes les plus graves » au regard du droit international et des normes connexes. Depuis juillet 2021, des documents judiciaires, dont des condamnations à la peine de mort, ont été retirés, de façon sélective, d'une base de données en ligne gérée par la Cour populaire suprême, ce qui a davantage encore affaibli les quelques mesures prises ces dernières années en faveur d'une plus grande transparence³.

Discrimination

3. Bien que la Chine ait accepté les recommandations relatives à l'adoption d'une législation contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre⁴ et ait informé de leur mise en œuvre, elle ne dispose toujours pas de loi de lutte contre la discrimination, visant à protéger de manière exhaustive les personnes ayant différentes orientations sexuelles et identités de genre.
4. Pendant la période couverte par l'examen, la censure a imposé la fermeture de nombreux groupes en ligne et comptes sur les réseaux sociaux de personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) et a affaibli le militantisme LGBTI en ligne ainsi que sur le terrain.
5. Bien que la Chine ait accepté une recommandation visant à empêcher toute discrimination à l'égard des personnes transgenres⁵, ces personnes manquent toujours cruellement d'informations sur l'accès aux soins d'affirmation de genre et les critères d'admissibilité aux opérations chirurgicales d'affirmation de genre restent très stricts. Les personnes transgenres se heurtent à une stigmatisation et une discrimination généralisées de la part de la société, en particulier des membres de leur famille. À cause de ces obstacles, certaines adoptent des comportements à risque tels que l'auto-médication, voire tentent de pratiquer des opérations chirurgicales sur elles-mêmes. Souvent, les médecins demandent l'autorisation de la famille avant d'administrer des soins non chirurgicaux d'affirmation de genre à des personnes transgenres⁶.

Ratification des traités internationaux

6. La Chine a signé le PIDCP en 1998 et a accepté les recommandations l'encourageant à « envisager » la ratification. Néanmoins, le pays a seulement pris note des recommandations en faveur de la ratification. Il n'a pas accompli de réels progrès en ce sens et n'a fait preuve d'aucune volonté d'adopter cette mesure dans la pratique⁷.
7. Malheureusement, la Chine n'a pas accepté les recommandations en faveur de la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées adressées lors des précédents examens⁸. La ratification de cet important traité serait une première étape essentielle pour démontrer l'engagement du gouvernement à garantir que personne ne subisse ce crime en Chine.

Coopération avec les mécanismes de protection des droits humains des Nations unies

8. Dans tous les examens précédents, la Chine a accepté les recommandations en faveur d'une intensification de la coopération avec les mécanismes de protection des droits humains des Nations unies, mais elle n'a pas renforcé sa coopération avec les procédures spéciales des Nations unies⁹. À ce jour, le gouvernement n'a toujours pas accordé aux Nations unies un accès « plein et sans entrave » au pays. Il n'a pas plus facilité d'enquête indépendante sur les crimes de droit international et autres violations des droits humains dans le pays, y compris dans le Xinjiang¹⁰.

LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

Poursuites pour atteinte à la sécurité nationale et pour sédition à Hong Kong

9. Le 30 juin 2020, le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale (CPAPN) a adopté une législation ajoutant directement la Loi relative à la sécurité nationale à l'annexe III de la Loi fondamentale de Hong Kong et annonçant que cette loi serait promulguée directement par le gouvernement de Hong Kong sans véritable consultation officielle de la population ni autre consultation locale.
10. Depuis 2020, les autorités ont rapidement étendu le cadre juridique relatif à la sécurité nationale, en poussant encore plus loin l'application de la définition excessivement large de la « menace à la sécurité nationale » afin de restreindre les droits humains de façon disproportionnée dans la ville et ailleurs. La Loi relative à la sécurité nationale menace le respect du droit à un procès équitable, car elle confère de vastes pouvoirs d'enquête aux organismes responsables de l'application des lois, elle porte atteinte à la présomption d'innocence des prévenus, elle affaiblit les garanties présentes dans les lois existantes et elle empêche les juridictions locales d'examiner sa compatibilité avec les garanties en matière de droits humains présentes dans le droit international et local¹¹. Le Comité des droits de l'homme des Nations unies a recommandé la suspension immédiate puis l'abrogation de la Loi relative à la sécurité nationale¹².
11. Les autorités de Hong Kong ont formulé de vagues accusations d'atteinte à la sécurité nationale et de sédition – en vertu notamment de la Loi relative à la sécurité nationale – pour faire disparaître toute opposition politique, affaiblir les moyens servant depuis longtemps à examiner, critiquer et tenter d'influencer les actions du gouvernement, et ériger en infractions différents types d'expression, d'association et de plaider. Des journalistes, des avocat·e·s et des défenseur·e·s des droits humains ont été arrêtés et emprisonnés à cause de leur militantisme pacifique¹³. La défenseure des droits humains Chow Hang-tung et deux autres dirigeants de l'Alliance hongkongaise de soutien aux mouvements patriotiques et démocratiques en Chine, aujourd'hui dissoute, ont été inculpés d'« incitation à la subversion »¹⁴. La police a utilisé la veillée de commémoration de Tiananmen et d'autres activités militantes pacifiques à titre d'élément tendant à prouver les trois « mises en danger de la sécurité nationale¹⁵ ».

LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

Défenseur·e·s des droits humains (DDH)

12. La répression très dure à l'encontre des défenseur·e·s des droits humains s'est poursuivie depuis le dernier examen. Les autorités ont arrêté et incarcéré de manière prolongée de nombreux défenseur·e·s des droits humains au titre d'infractions injustifiables, définies en des termes vagues et généraux. Des défenseur·e·s des droits humains ont été emprisonnés au seul motif d'avoir organisé des rassemblements privés. En avril 2023, Xu Zhiyong, éminent juriste, et Ding Jiayi, avocat spécialisé dans la défense des droits humains, ont été condamnés respectivement à 14 et 12 ans d'emprisonnement par une juridiction de la province de Shandong après avoir pris part à une réunion informelle qui s'est déroulée à Xiamen, ville côtière du sud-est de la Chine, en décembre 2019, au cours de laquelle ils ont débattu de la situation de la société civile et de l'actualité dans le pays¹⁶.
13. Depuis 2018, Amnesty International a recensé de nombreux cas dans lesquels les autorités chinoises ont restreint arbitrairement le droit à la liberté de circuler et de voyager de défenseur·e·s des droits humains et de dissident·e·s. Ces restrictions comprennent le rejet de demandes de passeport au nom de la sécurité nationale, ainsi que le fait de bloquer des personnes dans les aéroports et d'interdire à des particuliers d'acheter des billets de train. En 2022, les autorités ont empêché Guo Feixiong, écrivain et militant, de quitter le pays pour rendre visite à son épouse, très gravement malade¹⁷. Il a été inculpé d'« incitation à la subversion » deux jours après le

décès de son épouse puis a été condamné à huit ans d'emprisonnement en mai 2023 pour « publication d'articles séditeux ».

14. Les autorités ont continué de surveiller, de harceler et d'intimider les personnes après leur libération et de restreindre leur liberté de mouvement. Elles harcèlent également les proches des défenseur-e-s des droits humains. Pu Wenqing est la mère d'un défenseur des droits humains emprisonné, Huang Qi. Âgée de près de 90 ans, elle a subi une surveillance rapprochée. Les autorités l'ont empêchée d'engager des avocats et de faire campagne pour la libération de son fils¹⁸.

Minorités ethniques et groupes religieux

15. Malheureusement, la Chine a seulement pris note de la plupart des recommandations relatives aux minorités ethniques au Tibet et au Xinjiang¹⁹. Les Tibétain-e-s sont toujours en butte à la discrimination et leurs droits aux libertés de religion et de conviction, d'expression, d'association et de réunion pacifique restent soumis à des restrictions. Des dignitaires religieux et des fidèles, dont des personnes appartenant à des églises clandestines, des imams ouïghours, des moines bouddhistes tibétains et des membres du Fa Lun Gong, figuraient parmi les personnes arrêtées et détenues arbitrairement pendant la période concernée. (Voir paragraphe 26 ci-après²⁰.)
16. Les éléments de preuve recueillis par Amnesty International montrent que le gouvernement chinois a commis au moins les crimes contre l'humanité que sont l'emprisonnement, la torture et la persécution à l'encontre des Ouïghours, des Kazakhs et d'autres minorités ethniques à majorité musulmane. La Chine a intensifié sa campagne d'internements en masse, de surveillance intrusive, d'endoctrinement politique et d'assimilation culturelle forcée au Xinjiang²¹.
17. Des milliers d'enfants ouïghours dont les parents ont été placés en détention au Xinjiang ou vivent à l'étranger ont été emmenés de force dans des « camps pour orphelins » ou des internats où, selon nos informations, ils n'ont pas le droit de parler leur langue maternelle²².
18. En septembre 2020, la police de la région autonome de Mongolie intérieure, dans le nord de la Chine, a arrêté au moins 23 personnes pour avoir participé à des manifestations pacifiques, ou relayé des informations à ce sujet, contre une « politique d'éducation bilingue » dans la région.

Détention arbitraire, procès iniques, torture et autres mauvais traitements

19. Souvent sans possibilité de contacter leurs proches et les avocat-e-s de leur choix, et en l'absence de mécanismes efficaces pour garantir l'équité des procès, nombre de personnes détenues, en particulier de défenseur-e-s des droits humains, auraient été soumises à des actes de torture et à d'autres mauvais traitements pendant leur détention²³.
20. Les personnes ayant dénoncé des actes de torture et des mauvais traitements subis en détention se heurtent à des représailles du gouvernement. Li Qiaochu, militante féministe et défenseuse des droits des travailleurs et travailleuses, a été inculpée d'« incitation à la subversion » après avoir dénoncé les mauvais traitements de la police qu'elle avait subis en détention, avec Xu Zhiyong²⁴. L'avocat défenseur des droits humains Chang Weiping a été condamné à trois ans et six mois d'emprisonnement pour avoir dénoncé les actes de torture et autres mauvais traitements qu'il a déclaré avoir subis en détention²⁵.
21. Les autorités continuent d'avoir recours au placement en « résidence surveillée dans un lieu désigné », une mesure qui permet aux enquêteurs de maintenir des personnes hors du système de détention officiel pendant une période pouvant aller jusqu'à six mois ; ces personnes n'ont pas la possibilité de consulter un avocat de leur choix ni d'entrer en contact avec leur famille, et sont exposées à un risque de torture et d'autres mauvais traitements.
22. Des détenus dont l'état de santé se dégrade sont souvent volontairement privés de soins médicaux adaptés ou ne sont pas en mesure d'en bénéficier. Zhanargul Zhumatai, journaliste et artiste membre de l'ethnie kazakhe, a été

arrêtée le 10 février 2023, alors qu'elle était chez sa mère à Ürümqi, dans le Xinjiang. Elle a été placée en détention par la police chargée de la Sûreté de l'État pour avoir communiqué avec des personnes à l'étranger et défendu les droits fonciers des communautés pastorales kazakhes. Elle avait déjà été enfermée pendant plus de deux ans dans un camp d'internement, où elle a développé des problèmes cardiaques qui seraient dus à un manque de soins médicaux²⁶.

23. La journaliste citoyenne Zhang Zhan a été condamnée à quatre ans d'emprisonnement pour ses reportages sur l'épidémie de COVID-19 à Wuhan. En juin 2020, Zhang Zhan a entamé une grève de la faim pour protester contre sa détention. Avant l'audience, les autorités l'ont soumise à une alimentation forcée et l'ont immobilisée pendant plusieurs jours d'affilée pour l'empêcher d'enlever sa sonde d'alimentation. Elles l'ont également forcée à porter des entraves aux pieds et aux mains 24 heures sur 24 pendant plus de trois mois pour la punir de sa grève de la faim²⁷.
24. À Hong Kong, la détention des personnes migrantes ordonnée par les autorités administratives est une mesure généralisée de contrôle de l'immigration. Le gouvernement a recours à l'Ordonnance relative à l'immigration pour justifier la détention des « immigrants illégaux » pour une durée indéterminée, dans les faits, sans leur laisser la possibilité de contester les raisons de leur détention, en attendant le résultat de l'examen de leur demande de protection contre l'expulsion liée à un risque de « refoulement » (demandes dites de « "non-refoulement" » ou de « protection contre la torture ») ou leur expulsion en cas de rejet de leur demande²⁸. Les modifications de 2021 de l'Ordonnance de Hong Kong relative à l'immigration ont facilité, pour le gouvernement, le placement en détention des personnes migrantes pour de longues périodes et ont fortement réduit le contrôle judiciaire à l'échelle nationale sur la justification de la durée de la détention selon les normes locales²⁹.

Liberté d'expression

25. Depuis 2018, le gouvernement continue d'étouffer les critiques à l'égard de ses lois, ses politiques et ses pratiques, ainsi que les discussions sur des sujets jugés sensibles, notamment par une censure de plus en plus présente en ligne. Les militant-e-s, les journalistes et les défenseur-e-s des droits humains qui expriment des opinions critiques ou qui transmettent des informations sur des sujets jugés sensibles par le gouvernement doivent faire face à des manœuvres de harcèlement et d'intimidation, voire à leur placement en détention et à des sanctions pénales.
26. Des manifestations pacifiques de grande ampleur contre les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 et la censure, les « manifestations A4 », sont apparues dans toute la Chine après l'incendie mortel d'un immeuble d'habitation à Ürümqi en novembre 2022. De nombreuses personnes ont été placées en détention pour y avoir participé. Des vidéos diffusées en ligne ont montré des policiers en train de frapper des manifestant-e-s lors d'arrestations³⁰. Kamile Wayit, jeune femme ouïghoure étudiant dans la province du Henan, a été emmenée par la police le 12 décembre 2022. En novembre, elle avait publié en ligne une vidéo sur ces manifestations, mais l'avait supprimée juste après que son père eut reçu un avertissement de la police par téléphone³¹.

Obligations extraterritoriales

27. La Chambre de commerce chinoise des importateurs et exportateurs de métaux, minerais et produits chimiques, organisme public représentant l'industrie, a publié deux ensembles de directives exhortant les entreprises minières chinoises à observer les normes internationales relatives à la responsabilité des entreprises en matière de droits humains et à exercer la diligence nécessaire en la matière, conformément aux Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme³². Or, d'après les recherches d'Amnesty International, les atteintes aux droits humains liées à des entreprises chinoises à l'étranger suscitent de graves préoccupations. Par exemple, les pratiques des entreprises minières chinoises à l'égard des travailleurs sur l'île Dinagat, aux Philippines, ainsi que celles des entreprises de recrutement qui leur fournissent de la main-d'œuvre, soulèvent de graves interrogations sur l'efficacité de ces directives volontaires contre les atteintes aux droits humains liées aux opérations des entreprises minières chinoises³³.

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

Amnesty International appelle le gouvernement chinois à adopter les mesures suivantes :

Ratification des traités internationaux

29. ratifier le PIDCP sans plus attendre et, comme précédemment recommandé, ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ainsi que le Deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort³⁴ ;

La peine de mort

30. comme précédemment recommandé³⁵, renforcer la transparence autour du recours à la peine de mort, notamment en publiant l'ensemble des statistiques nationales sur les peines de mort et les exécutions, ventilées par infraction, région et caractéristiques des prisonniers, notamment genre, appartenance ethnique et revenu ;
31. comme précédemment recommandé³⁶, instaurer immédiatement un moratoire sur les exécutions et commuer toutes les peines de mort en vue d'abolir complètement la peine capitale dans la législation nationale ;

Discrimination

32. garantir aux personnes LGBTI, y compris aux personnes transgenres et aux personnes de genre variant, un accès de qualité aux services de santé dans toute la Chine, au même titre que les autres personnes ;
33. mettre en œuvre sans plus attendre les recommandations acceptées précédemment en faveur de l'adoption d'une législation exhaustive de lutte contre la discrimination relative à l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles, notamment une obligation pour les organes responsables de l'application des lois et le système judiciaire de lutter contre cette discrimination et d'enquêter sur les allégations de discrimination à l'égard des personnes LGBTI ;

Minorités ethniques et groupes religieux

34. sans plus attendre, avec l'assistance technique du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) et des autres organisations internationales concernées, établir des procédures permettant, à la demande de proches ou de représentants légaux vivant en Chine ou à l'étranger, de fournir des informations sur le sort et la situation géographique de personnes qui ont été arrêtées par les autorités et dont on pense qu'elles sont maintenues dans des camps ou des prisons au Xinjiang ;
35. permettre immédiatement aux expert-e-s des droits humains des Nations unies et aux observateurs et observatrices indépendants, notamment aux enquêteurs et enquêtrices spécialisés dans les droits humains et aux journalistes, d'accéder sans entrave à tout le pays, y compris aux camps d'internement et aux prisons du Xinjiang et du Tibet ;
36. comme précédemment recommandé, libérer immédiatement toutes les personnes détenues dans les camps d'internement ou dans d'autres centres de détention – y compris les prisons – dans le Xinjiang, à moins que suffisamment d'éléments crédibles et recevables ne prouvent qu'elles ont commis une infraction reconnue par le droit international, qu'elles sont transférées vers des centres de détention officiellement reconnus et qu'elles ont droit à un procès équitable dans le respect des normes internationales ;

Défenseur-e-s des droits humains

37. mettre immédiatement un terme au harcèlement, à la détention arbitraire, à la torture et aux autres formes de mauvais traitements, aux poursuites en justice, à l'incarcération et à la disparition forcée de ceux et celles qui œuvrent à la défense et à la promotion des droits humains ;

38. respecter, protéger et mettre en œuvre les droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association, notamment en instaurant un climat sûr et favorable dans lequel les médias, les journalistes, les organisations de la société civile et les défenseur-e-s des droits humains soient protégés efficacement et puissent travailler en toute sécurité, sans craindre de subir des représailles ;

Liberté d'expression

39. supprimer les restrictions à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, notamment sur Internet, qui ne sont pas conformes au droit international ;

Détention arbitraire, procès iniques, torture et autres mauvais traitements

40. veiller à ce que personne ne fasse l'objet d'une détention arbitraire, d'une disparition forcée ou d'actes de torture et autres mauvais traitements et fermer les lieux de détention illégale, notamment les centres de « formation professionnelle », de « transformation par l'éducation », de « lutte contre l'extrémisme » et les camps d'internement ;
41. garantir le droit des détenus à un procès équitable, notamment le placement dans un lieu de détention officiellement reconnu, la notification rapide de la famille après arrestation et l'accès sans délai à un avocat, conformément au droit international et aux normes internationales ;
42. cesser tout recours à la détention illimitée dans le contexte de l'immigration et définir légalement des limites de la détention qui soient conformes aux directives internationales ;
43. protéger les migrants contre la détention arbitraire et illimitée en garantissant que la détention soit employée pendant le laps de temps le plus court possible pour atteindre un but légitime et légal, et que toute personne détenue ait la possibilité de contester réellement les raisons et la durée de sa détention au moyen d'un contrôle judiciaire ;

Sécurité nationale

44. mettre en œuvre les recommandations du Comité des droits de l'homme des Nations unies en faveur de mesures visant à abroger la Loi sur la sécurité nationale à Hong Kong et les dispositions relatives à la sédition qui figurent dans l'Ordonnance sur les crimes à Hong Kong ;

Obligations extraterritoriales

45. modifier les lois et règlements en cause pour exiger de toutes les entreprises chinoises qu'elles respectent les droits humains dans l'ensemble de leurs activités commerciales et de leurs chaînes de valeur, quel que soit le lieu où elles mènent ces activités, et exiger des entreprises chinoises et des entreprises opérant en Chine d'appliquer avec force et transparence la diligence requise en matière de droits humains, conformément aux Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ;
46. veiller à ce que des garanties fortes relatives aux droits humains soient intégrées aux politiques et à la gestion de tous les projets de développement, y compris ceux qui sont financés par des institutions financières internationales ;
47. faire en sorte que des garanties exhaustives et un devoir de diligence en matière de droits humains soient intégrés aux politiques et à la gestion des institutions financières dont la Chine est un investisseur.

ANNEXE 1

DOCUMENTS CLÉS D'AMNESTY INTERNATIONAL À CONSULTER POUR PLUS DE RÉFÉRENCES

"Help has not reached me here" - Donors must step up support for South Sudanese refugees in Uganda, 18 juin 2017, <https://www.amnesty.org/fr/documents/AFR59/6422/2017/en/>

Rapport mondial : Condamnations à mort et exécutions 2022 (index : ACT 50/6548/2023), <https://www.amnesty.org/fr/documents/act50/6548/2023/fr/>, p. 6.

Rapport mondial : Condamnations à mort et exécutions 2021 (index : ACT 50/5418/2022), <https://www.amnesty.org/fr/documents/act50/5418/2022/fr/> p. 35.

"I need my parents' consent to be myself": Barriers to gender-affirming treatments for Transgender people in China (index : ASA 17/0269/2019), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/0269/2019/en/>

Chine. Le rapport de l'ONU longtemps retardé doit favoriser l'obligation de rendre des comptes pour les crimes contre l'humanité dans le Xinjiang (Nouvelles, 1^{er} septembre 2022), <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/09/china-long-delayed-un-report-must-spur-accountability-for-crimes-against-humanity-in-xinjiang/>

Hong Kong: In the name of national security (index : ASA 17/4197/2021), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/4197/2021/en/>

Chine. Le rapport de l'ONU longtemps retardé doit favoriser l'obligation de rendre des comptes pour les crimes contre l'humanité dans le Xinjiang (Nouvelles, 1^{er} septembre 2022), <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/09/china-long-delayed-un-report-must-spur-accountability-for-crimes-against-humanity-in-xinjiang/>

Chine. Les lourdes peines de prison prononcées contre des défenseur-e-s des droits humains sont « honteuses » (Nouvelles, 10 avril 2023), <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/04/china-heavy-prison-sentences-for-human-rights-activists-disgraceful/>

Chine. Un militant en grève de la faim après une interdiction de voyager : Yang Maodong (Action urgente, 1^{er} février 2021), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/3599/2021/fr/>

Chine. Action complémentaire : La santé d'un journaliste se dégrade fortement : Huang Qi (Action urgente, 5 décembre 2022), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/6272/2022/fr/>

Amnesty International, Chine. Action complémentaire : Un moine tibétain détenu au secret depuis deux ans : Rinchen Tsultrim (Action urgente, 1^{er} décembre 2021), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/5065/2021/fr/>

Chine. « Comme si nous étions ennemis de guerre » : internements, torture et persécutions perpétrés à une échelle massive contre les musulmans du Xinjiang (juin 2021), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/4137/2021/fr/>

Le cauchemar des familles ouïghoures séparées par la répression (Histoire, mars 2021), <https://www.amnesty.org/fr/latest/research/2021/03/the-nightmare-of-uyghur-families-separated-by-repression/>

Chine. Un avocat ayant raconté son expérience de la torture arrêté : Chang Weiping (Action urgente, 16 novembre 2020), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/3333/2020/fr/>

Chine. Les lourdes peines de prison prononcées contre des défenseur-e-s des droits humains sont « honteuses » (Nouvelles, 10 avril 2023), <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/04/china-heavy-prison-sentences-for-human-rights-activists-disgraceful/>

Chine. Une militante détenue pour avoir dénoncé des actes de torture : Li Qiaochu (Action urgente, 4 mars 2021), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/3784/2021/fr/>

Chine. Un avocat qui a dénoncé des actes de torture condamné à une peine « scandaleuse » de prison (Nouvelles, 8 juin 2023), <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/06/china-jail-sentence-for-lawyer-who-reported-being-tortured-an-outrage/>

Chine. Une artiste d'origine kazakhe risque la torture : Zhanargul Zhumatai (Action urgente, 20 mars 2023), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/6561/2023/fr/>

Chine. Action complémentaire : Une journaliste qui a couvert l'épidémie de COVID-19 a encore besoin de soins médicaux : Zhang Zhan (Action urgente, 3 mars 2022), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/5298/2022/fr/>

Chine. Une étudiante ouïghoure a été arrêtée pour avoir publié une vidéo de manifestations : Kamile Wayit (Action urgente, 4 avril 2023), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/6638/2023/fr/>

Chine. Une étudiante ouïghoure a été arrêtée pour avoir publié une vidéo de manifestations : Kamile Wayit (Action urgente, 4 avril 2023), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/6638/2023/fr/>

Hong Kong. La fermeture d'Apple Daily est un jour sombre pour la liberté de la presse (Communiqué de presse, 23 juin 2021), <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2021/06/hong-kong-apple-daily-closure-is-press-freedom-darkest-day/>

Hong Kong. Action complémentaire : Nouvelles charges retenues contre une organisatrice, actuellement incarcérée, de la veillée du 4 juin : Chow Hang-tung (Action urgente, 3 mai 2022), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/5555/2022/fr/>

Philippines. Undermining workers' rights: Labour rights abuses in nickel supply chains: Executive summary (index : ASA 35/4472/2021), www.amnesty.org/en/documents/asa35/4472/2021/en/

ANNEXE 2 (EN ANGLAIS)

MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: A12 Acceptance of international norms			
28.219 Continue advancing administrative and judicial reforms in preparation for the ratification of the International Covenant on Civil and Political Rights (Greece); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D51 Administration of justice & fair trial	Not yet implemented. See paragraph 7.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
		S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - judges, lawyers and prosecutors	
28.4 Continue working towards ratification of the International Covenant on Civil and Political Rights by the earliest possible date (New Zealand); Accelerate the ratification of the International Covenant on Civil and Political Rights (Uruguay) (Mali); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraph 7.
28.9 Continue its actions and initiatives aiming at the ratification of the International Covenant on Civil and Political Rights (Benin); Take meaningful steps towards ratification of the International Covenant on Civil and Political Rights (Estonia); Further advance the preparation for the ratification of the International Covenant on Civil and Political Rights (Georgia); As previously recommended, continue national reforms with an aim to ratify the International Covenant on Civil and Political Rights (Latvia); Continue taking steps towards an early ratification of the International Covenant on Civil and Political Rights (Malta); Continue taking steps in preparation for the ratification of the International Covenant on Civil and Political Rights (Namibia); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraph 7.
Theme: A23 Follow-up to treaty bodies			
28.183 Respect, protect and fulfil the right to freedom of thought, conscience and religion, in accordance with general comment 22 of the Human Rights Committee (New Zealand); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	A23 Follow-up to treaty bodies D42 Freedom of thought, conscience and religion S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented. See paragraph 15.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: A24 Cooperation with special procedures			
28.41 Strengthen cooperation with the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and the special procedures (Luxembourg); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	A24 Cooperation with special procedures A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially implemented See paragraph 8.
28.24 Respond positively to the invitation addressed to it by the Special Rapporteur on freedom of religion or belief (Poland); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	A24 Cooperation with special procedures D42 Freedom of thought, conscience and religion S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented. See paragraph 9.
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
28.90 Adopt legislation within one year prohibiting discrimination on grounds of sexual orientation and gender identity in all public and private sectors and provide for positive duties on the part of government to promote equality on these grounds (Netherlands); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not yet implemented. See paragraph 4.
28.86 Adopt measures, including public policies or laws, which ensure the enjoyment of the right of every person not to be discriminated against in any way, including their sexual orientation, religion or ethnic origin (Mexico); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination D42 Freedom of thought, conscience and religion S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not yet implemented. See paragraph 4-6.
28.87 Strengthen national legislation and public policies to combat discrimination, including on sexual	Supported	A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination	Not yet implemented. See paragraph 4.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
orientation and gender identity grounds (Chile); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2		S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	
28.152 Ensure that any legal provision to protect national security is clearly and strictly defined in its security laws, in conformity with international human rights law and standards (Belgium); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	A41 Constitutional and legislative framework B8 Human rights & counter-terrorism S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraphs 9, 10, 11, 13
28.216 Guarantee the protection of lawyers against any form of harassment, violence or attempts to impede or interfere with the defence of their clients, in accordance with national law (Finland); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D31 Liberty and security - general H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - human rights defenders	Not yet implemented. See paragraph 27.
28.326 Further strengthen the protection of the rights of ethnic minority groups, in accordance with China's Constitution and international human rights commitments (Greece); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	A41 Constitutional and legislative framework G1 Members of minorities S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented. See paragraphs 15-18.
28.56 Keep improving its legal system for the protection of human rights and effectively improve judicial guarantees for human rights (Nigeria); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraphs 15-18.
28.57 Review its national and regional security legislation to bring it into conformity with international human rights law and standards and ensure that provisions are clearly and strictly defined (Austria); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraphs 10-11.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>28.85 Adopt comprehensive legislation against all types of discrimination that promotes the protection of persons from marginalized and disadvantaged groups and the exercise of their civil and political rights, as well as their economic and social rights (Honduras); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not yet implemented. See paragraph 4.</p>
Theme: A61 Cooperation with civil society			
<p>28.339 Enable all members of civil society to freely engage with international human rights mechanisms without fear of intimidation and reprisals (Estonia); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>A61 Cooperation with civil society S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions S17 SDG 17 - partnerships Affected persons: - general</p>	<p>Not yet implemented. See paragraphs 12,13,14, 27.</p>
Theme: B31 Equality & non-discrimination			
<p>28.83 Ensure the full enjoyment of human rights for women, girls and individuals of all sexual orientations and gender identities by implementing the anti-domestic violence law and clearly defining its coverage (Sweden); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>B31 Equality & non-discrimination D29 Domestic violence F11 Advancement of women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)</p>	<p>Partially implemented See paragraphs 4-6.</p>
<p>28.327 Prevent and combat all forms of discrimination and violence, especially against ethnic and religious minorities (Italy); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>B31 Equality & non-discrimination D42 Freedom of thought, conscience and religion S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not yet implemented. See paragraphs 15-18.</p>
<p>28.88 Prohibit all forms of discrimination and violence against lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (France); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>B31 Equality & non-discrimination S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)</p>	<p>Not yet implemented. See paragraphs 4-6.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>28.89 Take the necessary measures to offer adequate and effective protection against all forms of discrimination, including that based on sexual orientation (Argentina);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>B31 Equality & non-discrimination S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)</p>	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraphs 4-6.</p>
Theme: B6 Business & Human Rights			
<p>28.133 Take further measures on business and human rights in line with its international obligations and ensure that companies operating in high-risk or conflict areas conduct human rights due diligence in line with the Guiding Principles on Business and Human Rights (State of Palestine);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>B6 Business & Human Rights S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - general</p>	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraph 27.</p>
Theme: B71 Human rights and the environment			
<p>28.320 Respect all the human rights of the Tibetan people and other minorities, including the importance of an environment that is safe, clean, healthy and sustainable, which is essential for the enjoyment of many of these rights (Switzerland);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>B71 Human rights and the environment E41 Right to health - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraph 15.</p>
Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment			
<p>28.170 Strengthen measures preventing torture and ill-treatment (Australia);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - general - persons deprived of their liberty</p>	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraphs 16, 19, 20, 21</p>
Theme: D26 Conditions of detention			
<p>28.171 Respect the rights of all detainees under the relevant human rights instruments and the Vienna Convention on the Law of Treaties, including due process (Sweden);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>D26 Conditions of detention D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - persons deprived of their liberty</p>	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraphs 16, 19, 20, 21, 22, 23, 24</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion			
28.195 Respect the rights to freedom of religion or belief, opinion and expression, peaceful assembly and culture, including for Tibetans, Uighurs and other minorities (Germany); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented. See paragraphs 15, 16, 17, 18, 26, 27
28.322 Fully respect the rights of ethnic minorities, freedom of religion and expressions of cultural identity (Croatia); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion D43 Freedom of opinion and expression E7 Cultural rights G1 Members of minorities S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented. See paragraphs 15, 16, 17, 18
28.186 Take the necessary measures to allow all citizens to enjoy the free exercise of religion or belief and to ensure that ethnic minorities can freely practise their religion and exercise their culture (Austria); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion G1 Members of minorities S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented. See paragraph 15
28.185 Ensure full implementation of its international human rights obligations regarding freedom of religion or belief (Poland); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented. See paragraph 15
28.194 Guarantee freedom of religion or belief, including in Tibet and in Xinjiang (France); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraph 15

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
		- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	
Theme: D43 Freedom of opinion and expression			
<p>28.205 Guarantee freedom of expression, assembly and association including in Hong Kong, and remove obstacles to freedom of information on the Internet, in particular for human rights defenders (France);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - human rights defenders 	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraph 27</p>
<p>28.337 Take the necessary measures to guarantee that human rights defenders can exercise their freedom of expression and peaceful association (Belgium);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>D43 Freedom of opinion and expression D45 Freedom of association H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - human rights defenders 	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraphs 12-14</p>
<p>28.338 Guarantee the full exercise of the freedoms of association and expression of human rights defenders and minorities, in accordance with international human rights law (Costa Rica);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>D43 Freedom of opinion and expression D45 Freedom of association H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - human rights defenders 	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraphs 15, 25, 26, 27</p>
<p>28.206 Consider further measures to ensure a safe environment for journalists and other civil society actors to carry out their work (Greece);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>D43 Freedom of opinion and expression H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - media - human rights defenders 	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraphs 5, 23, 27</p>
<p>28.207 Guarantee freedom of opinion and expression, enhancing efforts to create an environment in which journalists, human rights defenders and NGOs can freely operate in accordance with international standards (Italy);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Supported	<p>D43 Freedom of opinion and expression H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - human rights defenders 	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraphs 5, 15, 25, 26, 27</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
28.340 Take immediate action to allow human rights defenders and lawyers to exercise their right to freedom of expression and opinion without threats, harassment or repercussions (Ireland); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	D43 Freedom of opinion and expression H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders	Not yet implemented. See paragraphs 15, 25, 26, 27
28.199 Expedite the reforms necessary for freedom of expression to be fully protected in law and practice (Australia); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraphs 5, 15, 25, 26, 27
28.200 Respect, protect and ensure the freedom of expression of all citizens (Norway); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraphs 5, 15, 25, 26, 27
28.201 Remove restrictions on freedom of expression and press freedom, including on the Internet, that are not in accordance with international law (Sweden); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraphs 5, 15, 25, 26, 27
28.204 Enable unrestricted use of the Internet by all members of society by ensuring cybersecurity and the safe flow of information without violating freedom of expression (Estonia); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraph 5, 25, 26
Theme: D51 Administration of justice & fair trial			
28.214 Continue to implement initiatives for a comprehensive and far-reaching reform of the judicial system with a view to strengthening judicial guarantees in the field of human rights (Democratic Republic of the Congo); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - judges, lawyers and prosecutors	Not yet implemented. See paragraphs 10, 11, 21, 24, 27
28.218 Guarantee fair trials; allow all defendants unhindered access to their chosen lawyers, prompt notification of	Supported	D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions	Not yet implemented. See paragraphs 10, 11, 21, 24, 27

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
their families and transparent legal procedures (Germany); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2		Affected persons: - general - judges, lawyers and prosecutors	
28.221 Continue to promote openness of the judicial system and fully use the four major platforms for the openness of the approval process, trial procedure, judgment documents and information on the execution of judgments (Kyrgyzstan); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - judges, lawyers and prosecutors	Partially implemented See paragraph 2
28.343 Uphold the rights, freedoms and rule of law embodied in the one country, two systems framework for Hong Kong (Australia); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraph 10
Theme: G1 Members of minorities			
28.324 Further ensure the advancement of the human rights of minority groups (Afghanistan); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	G1 Members of minorities S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented. See paragraphs 15-18
Theme: H1 Human rights defenders			
28.334 Create and maintain a safe and enabling environment for all human rights defenders (Norway); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders	Not yet implemented. See paragraphs 12, 13, 14, 15, 27
28.335 Apply public policies to protect human rights defenders in line with international standards (Spain); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders	Not yet implemented. See paragraphs 12, 13, 14, 15, 27
28.341 Adopt the necessary measures to provide a safe environment for those who work on the protection and promotion of human rights, including human rights defenders and journalists, and investigate and punish all acts of violence against them (Argentina);	Supported	H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media - human rights defenders	Not yet implemented. See paragraphs 12, 13, 14, 15, 27

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2			
28.342 Ensure that human rights defenders can conduct their work without being subjected to harassment, intimidation or any kind of reprisals (Liechtenstein); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Supported	H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders	Not yet implemented. See paragraphs 12, 13, 14, 15, 27
Theme: A12 Acceptance of international norms			
28.11 Accede to the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Colombia); Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Costa Rica); Take meaningful steps towards ratification of the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Estonia); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraph 7.
28.5 Ratify the International Covenant on Civil and Political Rights (Costa Rica) (El Salvador) (Iceland) (Kenya) (Liechtenstein) (Mexico) (Montenegro) (Poland) (Portugal) (Ukraine) (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraph 7.
28.6 Ratify the International Covenant on Civil and Political Rights and implement these obligations across China (Canada); Ratify and implement the International Covenant on Civil and Political Rights and ensure that its protections are extended to all minorities (Hungary); Ratify and implement the International Covenant on Civil and Political Rights (Luxembourg); Continue its efforts to improve human rights institutions, and in particular to ratify the International	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraph 7.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>Covenant on Civil and Political Rights (Republic of Korea); Ratify early the International Covenant on Civil and Political Rights (Japan);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>			
<p>28.10 Before the next universal periodic review cycle, set a clear timeline for ratification of the International Covenant on Civil and Political Rights (Czechia);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D1 Civil & political rights - general measures of implementation</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraph 7.</p>
<p>28.2 Adhere to all human rights instruments to which it is not yet a party, in particular the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty, and accede to the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Honduras);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D23 Death penalty</p> <p>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</p> <p>G4 Migrants</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - migrants 	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraph 7.</p>
<p>28.7 Ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Ukraine); Ratify early the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Japan);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D32 Enforced disappearances</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - disappeared persons 	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraph 8.</p>
<p>28.8 Sign the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (France);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D32 Enforced disappearances</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - disappeared persons 	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraph 8.</p>
<p>Theme: A23 Follow-up to treaty bodies</p>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>28.22 Implement the recommendations of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination on Xinjiang and allow the United Nations unrestricted access to monitor the implementation (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A23 Follow-up to treaty bodies A24 Cooperation with special procedures A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions B32 Racial discrimination S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not yet implemented. See paragraphs 15-17</p>
<p>28.23 Implement all of the recommendations of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination of August 2018 regarding Xinjiang, particularly on putting an end to mass internments in camps, and invite the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and special procedure experts (France);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A23 Follow-up to treaty bodies A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions B32 Racial discrimination D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons deprived of their liberty</p>	<p>Not yet implemented. See paragraphs 15-17</p>
<p>28.21 Implement the recommendations in the latest concluding observations on China from the Committee on the Elimination of Racial Discrimination, including by responding to concerns about the detention of individuals who have not been lawfully charged, tried and convicted of a criminal offence (New Zealand);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A23 Follow-up to treaty bodies B32 Racial discrimination D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons deprived of their liberty</p>	<p>Not yet implemented. See paragraphs 15-17</p>
<p>Theme: A24 Cooperation with special procedures</p>			
<p>28.35 Close all “re-education centres” in Uighur areas and facilitate the visits by the United Nations High Commissioner for Human Rights and the special procedures in Xinjiang (Switzerland);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A24 Cooperation with special procedures A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p>	<p>Partially implemented See paragraphs 15-17</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
		Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons deprived of their liberty	
28.42 Cooperate with and provide access to relevant United Nations bodies to help ensure that its policies in Xinjiang, particularly regarding the so-called “vocational education and training centres”, are in line with international human rights standards (Netherlands); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	A24 Cooperation with special procedures A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons deprived of their liberty	Not yet implemented. See paragraphs 15-17
28.32 Ensure full transparency on the situation for religious minorities in Xinjiang, including by allowing United Nations-mandated observers unrestricted access to places of internment in the region (Norway); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	A24 Cooperation with special procedures A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions D42 Freedom of thought, conscience and religion S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented. See paragraphs 15-17
28.34 Grant the United Nations High Commissioner for Human Rights and the special procedures access to all regions of China (Austria); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	A24 Cooperation with special procedures A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented. See paragraph 9
28.325 Protect and promote all human rights, especially the rights of ethnic and religious minorities, including the Xinjiang Uighurs. Discontinue all the Government's policies and activities,	Noted	A24 Cooperation with special procedures D42 Freedom of thought, conscience and religion G1 Members of minorities	Not yet implemented. See paragraphs 15-18

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>such as ethnic profiling, that are not in compliance with China's international human rights obligations, and allow the Special Rapporteur on freedom of religion or belief to visit the Xinjiang Autonomous Region (Finland);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>		<p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups 	
<p>28.25 Strengthen cooperation with the Human Rights Council special procedures, including by receiving the visits requested so far (Ukraine);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A24 Cooperation with special procedures</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraph 9</p>
<p>28.26 Cooperate with and allow unimpeded access to international monitors, such as the relevant special procedures, to investigate alleged related rights violations (Croatia);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A24 Cooperation with special procedures</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraph 9</p>
<p>28.27 Facilitate full access to Xinjiang and Tibet for all relevant United Nations special procedures (Denmark);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A24 Cooperation with special procedures</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups 	<p>Not yet implemented.</p>
<p>28.28 Allow independent observers, including special procedures, unhindered access to all regions (Germany); Allow independent observers unfettered access to all parts of China's territory (Hungary);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A24 Cooperation with special procedures</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups 	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraph 9</p>
<p>28.29 As previously recommended, respond positively to pending visit requests by the special procedure mandate holders of the Human Rights Council and consider the extension of a standing invitation to all special procedure mandate holders (Latvia);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A24 Cooperation with special procedures</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	<p>Not yet implemented.</p> <p>See paragraph 9</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions			
<p>28.40 Grant access to the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights to all regions of the country including the Xinjiang Uighur Autonomous Region (Ireland);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions</p> <p>D33 Arbitrary arrest and detention</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons deprived of their liberty 	Not yet implemented.
<p>28.317 Cease restrictions on the freedom of movement of Uighurs and Tibetans and allow the media and United Nations and foreign officials access to Xinjiang and Tibet (Australia);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions</p> <p>D41 Freedom of movement</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - media 	Not yet implemented. See paragraphs 15-18
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
<p>28.165 Continue reviewing national legislation to reduce the number of crimes punishable by the death penalty, and encourage a public debate on its abolition (Chile);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>D23 Death penalty</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not yet implemented. See paragraph 2
<p>28.203 Repeal or amend laws and practices, such as censorship, which prevent the right to freedom of expression and free access to information (Czechia);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>D43 Freedom of opinion and expression</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not yet implemented. See paragraphs 15, 16, 17, 18, 26, 27
Theme: B8 Human rights & counter-terrorism			
<p>28.150 Amend the definition of subversion to remove all exercise of an individual's human rights and fundamental freedoms from its scope (United States of America);</p>	Noted	<p>B8 Human rights & counter-terrorism</p> <p>S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	Not yet implemented. See paragraphs 10, 11, 12, 13

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2			
Theme: D23 Death penalty			
28.164 Take steps to establish a moratorium on the death penalty, while guaranteeing that those who may be subjected to this penalty are entitled to adequate legal representation and to a fair trial (Brazil); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	D23 Death penalty D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraph 2
28.158 Work towards the abolition of the death penalty, and publish execution data (Australia); Increase transparency regarding the death penalty by publishing statistics on the total number of executions and establish as soon as possible a moratorium on the death penalty as a first step towards its abolition (Slovenia); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraph 2
28.159 Reduce the offences punishable by the death penalty and provide official figures regarding death sentences and executions, and consider introducing a moratorium on the death penalty (Italy); Consider further limitations on the use of the death penalty with a view to imposing a de facto moratorium on its use, aiming at its total abolition (Rwanda); Further reduce the number of capital crimes (Cyprus); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraph 2
28.160 Continue to reform towards abolition of the death penalty (New Zealand); Take steps towards abolishing the death penalty (Norway); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not yet implemented. See paragraph 2
28.161 Completely abolish the death penalty, and adopt an immediate de facto moratorium (Portugal); Establish a	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions	Not yet implemented. See paragraph 2

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>moratorium on the death penalty, as a step towards abolition (Spain); Establish a moratorium on executions (Iceland); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>		<p>Affected persons: - general</p>	
<p>28.162 Consider establishing a moratorium on capital punishment with a view to its total abolition (Luxembourg); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not yet implemented. See paragraph 2</p>
<p>28.163 Restrict the use of the death penalty to crimes that meet the threshold of “most serious crimes” under international law (Belgium); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not yet implemented. See paragraph 2</p>
<p>28.166 Abolish the death penalty and as soon as possible, publish statistics concerning the numbers of executions and guarantee the right to a defence (France); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not yet implemented. See paragraph 2</p>
<p>28.167 Consider establishing a moratorium on the use of the death penalty, and examine the possibility of abolishing the death penalty from its legal system (Argentina); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not yet implemented. See paragraph 2</p>
<p>28.168 Establish a moratorium on the use of the death penalty with a view to its complete abolition and commute all existing death sentences (Liechtenstein); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not yet implemented. See paragraph 2</p>
<p>28.169 Continue identifying more crimes for which the death penalty should be abolished (Namibia); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2</p>	Noted	<p>D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not yet implemented. See paragraph 2</p>
<p>Theme: D26 Conditions of detention</p>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
28.175 Cease the arbitrary detention of Uighurs and other Muslim groups in Xinjiang (Australia); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	D26 Conditions of detention D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons deprived of their liberty	Not yet implemented. See paragraphs 16, 17
28.177 Abolish all forms of arbitrary detention, including internment camps in Xinjiang, and immediately release the hundreds of thousands, possibly millions, of individuals detained in these camps (United States of America); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	D26 Conditions of detention D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons deprived of their liberty	Not yet implemented. See paragraphs 16, 17, 22
28.336 Cease the harassment and extraterritorial abduction of human rights defenders and their family members, cease house arrest and travel restrictions for people based on their rights defence work, and release those imprisoned for such work, including Tashi Wangchuk, Ilham Tohti, Huang Qi and Wang Quanzhang (United States of America); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	D26 Conditions of detention D8 Rights related to marriage & family H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons deprived of their liberty	Not yet implemented. See paragraphs 12, 13, 14, 19
Theme: D33 Arbitrary arrest and detention			
28.191 Ensure freedom of religion or belief and end the detention, harassment and so-called re-education of ethnic minorities, including in Xinjiang (Czechia); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	D33 Arbitrary arrest and detention D42 Freedom of thought, conscience and religion G1 Members of minorities S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented. See paragraphs 15, 16, 17
28.181 End the arbitrary detention of those who defend and promote human rights (Iceland);	Noted	D33 Arbitrary arrest and detention H1 Human rights defenders	Not yet implemented. See paragraphs 12, 13, 14

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2		S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty - human rights defenders	
28.178 Halt the practice of detaining ethno-religious minorities who have not been lawfully convicted for a criminal offence in re-education camps and release those currently detained under such circumstances (Belgium); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons deprived of their liberty	Not yet implemented. See paragraphs 15, 16, 17
28.180 End all unlawful detention, including the unconstitutional mass detention of Uighurs and other Muslims in Xinjiang, and residential surveillance at a designated location (Germany); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - persons deprived of their liberty	Not yet implemented. See paragraphs 15, 16, 17, 21
Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion			
28.319 Take urgent steps to respect the rights of persons belonging to ethnic minorities, including the rights to peaceful assembly and to manifest religion and culture, in particular in Xinjiang and Tibet (Sweden); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	D42 Freedom of thought, conscience and religion D44 Right to peaceful assembly G1 Members of minorities S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented. See paragraphs 15, 16, 17, 18
28.189 Cease interference in the selection and education of religious leaders, such as Tibetan Buddhist lamas (United States of America); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	D42 Freedom of thought, conscience and religion S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented. See paragraph 15
28.190 End prosecution and persecution on the basis of religion or belief, including for Muslims, Christians, Tibetan Buddhists and Falun Gong (Canada);	Noted	D42 Freedom of thought, conscience and religion S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons:	Not yet implemented. See paragraph 15

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2		- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	
Theme: D51 Administration of justice & fair trial			
28.213 Guarantee fair trials, an independent judiciary and access to legal counsel, release all human rights defenders, including lawyers, and refrain from persecuting those who exercise their rights or defend others (Czechia); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	D51 Administration of justice & fair trial H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - judges, lawyers and prosecutors - human rights defenders	Not yet implemented. See paragraphs 12-14; 19- 23
Theme: H1 Human rights defenders			
28.176 Put an end to the practice of "residential surveillance at a designated location", specifically with regard to human rights defenders and lawyers (Switzerland); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders	Not yet implemented. See paragraph 21
28.333 Release detained human rights defenders (Australia); Source of position: A/HRC/40/6/Add.1 - Para. 2	Noted	H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders	Not yet implemented. See paragraphs 12-14

¹ Assemblée générale des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Chine. Additif, 15 février 2019, doc. ONU A/HRC/40/6/Add.1.

² Amnesty International, *Rapport mondial. Condamnations à mort et exécutions 2022* (index : ACT 50/6548/2023), <https://www.amnesty.org/fr/documents/act50/6548/2023/fr/>, p. 6.

³ Provisions of the Supreme People's Court on the Publication of Judgments on the Internet by the People's Courts (2016 Revision) ; Amnesty International, *Rapport mondial. Condamnations à mort et exécutions 2021* (index : ACT 50/5418/2022), [amnesty.org/en/documents/act50/5418/2022/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/act50/5418/2022/en/), p. 35.

⁴ Assemblée générale des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Chine. Additif, 15 février 2019, doc. ONU A/HRC/40/6/Add.1, § 2 (28.87, 28.88, 28.89, 28.90).

⁵ Assemblée générale des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Chine. Additif, 15 février 2019, doc. ONU A/HRC/40/6/Add.1, § 2 (28.88).

⁶ Amnesty International, "I need my parents' consent to be myself" – *Barriers to Gender-affirming Treatments for Transgender People in China* (index : ASA 17/0269/2019), <https://www.amnesty.org/en/documents/asa17/0269/2019/en/>

⁷ Assemblée générale des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Chine. Additif, 15 février 2019, doc. ONU A/HRC/40/6/Add.1, § 2 (28.7, 28.8).

⁸ Assemblée générale des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Chine. Additif, 15 février 2019, doc. ONU A/HRC/40/6/Add.1, § 2 (28.87, 28.88, 28.89, 28.90).

⁹ Assemblée générale des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Chine. Additif, 15 février 2019, doc. ONU A/HRC/40/6/Add.1, § 2 (28.25, 28.29).

- ¹⁰ Amnesty International, « Chine. Le rapport de l'ONU longtemps retardé doit favoriser l'obligation de rendre des comptes pour les crimes contre l'humanité dans le Xinjiang » (Nouvelles, 1^{er} septembre 2022), <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/09/china-long-delayed-un-report-must-spur-accountability-for-crimes-against-humanity-in-xinjiang/>
- ¹¹ Amnesty International, *Hong Kong: In the name of national security* (index : ASA 17/4197/2021), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/4197/2021/en/>
- ¹² Comité des droits de l'homme des Nations unies, Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de Hong Kong (Chine), 11 novembre 2022, doc. ONU CCPR/C/CHN-HKG/CO/4, § 13(a).
- ¹³ Amnesty International, « Hong Kong. Les condamnations à la suite de la veillée pour Tiananmen sont un affront au droit international et au droit relatif aux droits humains » (Nouvelles, 9 décembre 2021), <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/12/hong-kong-tiananmen-vigil-convictions/> ; Amnesty International, « Hong Kong. Descente dans les locaux d'Apple Daily et interpellations : une attaque flagrante contre la liberté de la presse » (Nouvelles, 17 juin 2021), <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2021/06/hong-kong-apple-daily-raid-arrests-a-brazen-attack-on-press-freedom/> ; Amnesty International, « Hong Kong. La condamnation de "Giggs" met en évidence un élargissement de l'arsenal utilisé par les autorités pour réprimer les opposant-e-s » (Nouvelles, 7 octobre 2022), <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/10/hong-kong-giggs-sentencing/>
- ¹⁴ Amnesty International, « Hong Kong. La fermeture d'Apple Daily est un jour sombre pour la liberté de la presse » (Communiqué de presse, 23 juin 2021), <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2021/06/hong-kong-apple-daily-closure-is-press-freedom-darkest-day/>
- ¹⁵ Amnesty International, Hong Kong. Action complémentaire : Nouvelles charges retenues contre une organisatrice, actuellement incarcérée, de la veillée du 4 juin : Chow Hang-tung (Action urgente, 3 mai 2022), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/5555/2022/fr/>
- ¹⁶ Amnesty International, « Chine. Les lourdes peines de prison prononcées contre des défenseur-e-s des droits humains sont "honteuses" » (Nouvelles, 10 avril 2023), <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/04/china-heavy-prison-sentences-for-human-rights-activists-disgraceful/>
- ¹⁷ Amnesty International, Chine. Un militant en grève de la faim après une interdiction de voyager : Yang Maodong (Action urgente, 1^{er} février 2021), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/3599/2021/fr/Guo> a été inculpé d'« incitation à la subversion » deux jours après le décès de son épouse puis a été condamné à huit ans d'emprisonnement en mai 2023 pour « publication d'articles séditions ». Voir Reporters sans frontières, « Chine : un commentateur politique chevronné condamné à huit ans de prison pour "subversion" », <https://rsf.org/fr/chine-un-commentateur-politique-chevronne-C3%A9-condamn%C3%A9-%C3%A0-huit-ans-de-prison-pour-subversion-0>
- ¹⁸ Huang Qi est un militant emprisonné pour avoir administré un site Internet où sont publiées des informations concernant les violations des droits humains sur lesquelles enquêtent des journalistes citoyen-ne-s. Amnesty International, Chine. Action complémentaire : la santé d'un journaliste se dégrade fortement : Huang Qi (Action urgente, 5 décembre 2022), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/6272/2022/fr/>
- ¹⁹ Assemblée générale des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Chine. Additif, 15 février 2019, doc. ONU A/HRC/40/6/Add.1, § 28.27, 28.175- 28.180, 28.189, 28.190, 28.191, 28.317, 28.319, 28.325.
- ²⁰ Amnesty International, Chine. Action complémentaire : un moine tibétain détenu au secret depuis deux ans : Rinchen Tsultrim (Action urgente, 1^{er} décembre 2021), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/5065/2021/fr/>
- ²¹ Amnesty International, « Comme si nous étions ennemis de guerre » : internements, torture et persécutions perpétrés à une échelle massive contre les musulmans du Xinjiang (juin 2021), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/4137/2021/fr/>
- ²² Amnesty International, Le cauchemar des familles ouïghoures séparées par la répression (Histoire, mars 2021), <https://www.amnesty.org/fr/latest/research/2021/03/the-nightmare-of-uyghur-families-separated-by-repression/>
- ²³ Amnesty International, Chine. Un avocat ayant raconté son expérience de la torture arrêté : Chang Weiping (Action urgente, 16 novembre 2020), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/3333/2020/fr/> ; Amnesty International, Chine. Les lourdes peines de prison prononcées contre des défenseur-e-s des droits humains sont « honteuses » (Nouvelles, 10 avril 2023), <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/04/china-heavy-prison-sentences-for-human-rights-activists-disgraceful/>
- ²⁴ Amnesty International, Chine. Une militante détenue pour avoir dénoncé des actes de torture : Li Qiaochu (Action urgente, 4 mars 2021), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/3784/2021/fr/>
- ²⁵ Amnesty International, Chine. Un avocat qui a dénoncé des actes de torture condamné à une peine « scandaleuse » de prison (Nouvelles, 8 juin 2023), <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/06/china-jail-sentence-for-lawyer-who-reported-being-tortured-an-outrage/>
- ²⁶ Amnesty International, Chine. Une artiste d'origine kazakhe risque la torture : Zhanargul Zhumatai (Action urgente, 20 mars 2023), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/6561/2023/fr/>
- ²⁷ Amnesty International, Chine. Action complémentaire : Une journaliste qui a couvert l'épidémie de COVID-19 a encore besoin de soins médicaux : Zhang Zhan (Action urgente, 3 mars 2022), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/5298/2022/fr/>
- ²⁸ Immigration Ordinance (Cap 115), [elegislation.gov.hk/hk/cap115](https://www.elegislation.gov.hk/hk/cap115)
- ²⁹ Surabhi Chopra et al., *Immigration Detention in Hong Kong: A Preliminary Analysis* (Chinese University of Hong Kong, 2022).
- ³⁰ Amnesty International, Chine. Une étudiante ouïghoure a été arrêtée pour avoir publié une vidéo de manifestations : Kamile Wayit (Action urgente, 4 avril 2023), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/6638/2023/fr/>
- ³¹ Amnesty International, Chine. Une étudiante ouïghoure a été arrêtée pour avoir publié une vidéo de manifestations : Kamile Wayit (Action urgente, 4 avril 2023), <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/6638/2023/fr/>
- ³² Les Directives sur la responsabilité sociétale des investissements miniers chinois à l'étranger et les Directives à l'intention des entreprises chinoises pour le développement de chaînes d'approvisionnement en minerais responsables.
- ³³ Amnesty International, *Philippines: Undermining workers' rights: Labour rights abuses in nickel supply chains: Executive summary* (index : ASA 35/4472/2021), [amnesty.org/en/documents/asa35/4472/2021/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/asa35/4472/2021/en/)
- ³⁴ Assemblée générale des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Chine. Additif, 15 février 2019, doc. ONU A/HRC/40/6/Add.1, § 28.219, 28.4, 28.9, 28.85, 28.11, 28.5, 28.6, 28.10, 28.2, 28.7, 28.8.
- ³⁵ Assemblée générale des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Chine. Additif, 15 février 2019, doc. ONU A/HRC/40/6/Add.1, § 28.158, 28.166.
- ³⁶ Assemblée générale des Nations unies, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Chine. Additif, 15 février 2019, doc. ONU A/HRC/40/6/Add.1, § 28.158, 28.159, 28.161, 28.162, 28.164, 28.167, 28.168.